

4 octobre 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à Radio France internationale, Paris, lundi 4 octobre 1982.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous allez participer à Kinshasa, les 8 et 9 octobre, à la conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique. Ce 9ème sommet, au-delà de l'Afrique francophone, s'ouvre plus que jamais aux pays d'expression anglaise et portugaise. Comment concevez-vous cet élargissement des relations françaises à l'ensemble du continent ? Et comment le conciliez-vous avec votre volonté, plusieurs fois affirmée, de maintenir et renforcer les -rapports privilégiés de la France avec l'Afrique francophone ?

- LE PRESIDENT.- Je crois tout cela conciliable, d'abord, parce que cet élargissement est le simple -fruit d'un besoin ressenti par les participants à cette conférence. Au fond, personne n'a insisté : il n'y a pas eu de propagande. L'intérêt de cette conférence annuelle, qui, comme vous le savez, se tient une année sur deux en France et une année deux dans un pays d'Afrique, a été ressenti de plus en plus comme un moyen de dialogue sans point de comparaison. En effet, on ne prétendra pas, à Kinshasa, et moi moins que personne, se substituer à l'OUA. Nous ne prétendons pas être une institution internationale organique, mais nous utilisons toute une histoire, à-partir de la francophonie, qui permet de mettre en relation, pendant plusieurs jours, des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement, des ministres qui ont, en fait, vécu la même expérience et qui sont affrontés aux mêmes problèmes, ceux du tiers monde et ceux des pays industrialisés devant la crise internationale qui frappe particulièrement le tiers monde.

- Comment harmoniser ce qui est la vocation particulière de la France, c'est-à-dire le maintien de relations privilégiées avec les pays d'Afrique francophone, et cet élargissement ? Cela se fait naturellement. D'abord, il est d'autres pays qui sont francophones et qui n'étaient pas du rayonnement français, directement, à l'époque coloniale. Parmi ceux dont je parle, j'irai en visiter trois : le Burundi, le Rwanda et le Zaïre, lors de mon prochain voyage. Puis j'ai moi-même, comme Président de la République française, eu l'agrément de recevoir des chefs d'Etat comme celui de l'Angola, comme celui de la Tanzanie, comme celui de la Somalie, et bien d'autres encore qui, comme vous le savez, sont anglophones ou lusophones.

- Au fond, cela correspond au besoin des peuples d'Afrique de resserrer leurs liens. Et puisqu'ils jugent bon, eux-mêmes, de se retrouver là en compagnie de la France, comment ne m'en réjouirais-je pas ? Cela va, en tout cas, dans le sens de mes propres souhaits, étant entendu que la France doit pouvoir mesurer aussi exactement que possible ses moyens et que, s'il s'agit de la coopération de la France au développement des peuples, nous sommes disponibles à toute invitation, mais nous réservons l'essentiel de nos moyens et de nos attentions aux pays avec lesquels nous avons contracté une dette particulière, celle de l'histoire que j'évoquais tout à l'heure, et qui sont les pays francophones.\

QUESTION.- Votre nouveau voyage en Afrique se situe en un moment de grave tension internationale. Pour s'en tenir aux problèmes politiques qui préoccupent vos interlocuteurs africains, on peut citer la crise actuelle de l'OUA après le rendez-vous manqué de Tripoli, la nouvelle situation au Tchad, la lutte d'influence que se livrent les super-puissances `Etats Unis - URSS` dans la Corde de l'Afrique, la décolonisation difficile de la Namibie et enfin, dans une certaine mesure, les répercussions du drame libanais et palestinien ...

- Sur tous ces points, qui ne manqueront pas d'être abordés à Kinshasa, quelle est la position de la France ? Quel langage compte tenir le Président de la République française ?

la France ? Quel langage -compte tenu le Président de la République française ?

- LE PRESIDENT.- Elle est, je le répète, cette position de la France, de ne se substituer à aucune des organisations ou institutions internationales existantes et, en-particulier, ne pas se substituer à l'OUA qui a sa vocation propre, une vocation de rassembler tous les pays d'Afrique par-rapport aux problèmes proprement africains et à la relation de ces problèmes africains avec le reste du monde.

- Au fond, c'est presque une chance que bien des pays, qui n'avaient pu se rencontrer - pour des raisons que n'ai pas à analyser ni à commenter ici - à Tripoli, se rencontrent dans peu de jours à Kinshasa `conférence franco - africaine`. Une précision, cependant : cette conférence n'est pas le relais de la conférence de l'OUA. J'insiste sur l'aspect informel de ces choses. Simplement, des hommes qui sont des responsables vont être autour de la même table & ils reconnaîtront les limites qui sont les leurs : le -cadre de cette rencontre, et ils pourront fortement avancer des propositions pour, je le crois, saisir le monde entier du problème de la situation dramatique de nombreux pays du tiers monde et, peut-être hâter la prise de conscience d'un certain nombre de pays industrialisés. Pour ce rôle-là, la France est fière d'être présente.\

`Suite réponse sur la situation au Tchad` Vous m'avez posé des questions particulières .. Vous m'avez parlé du Tchad. Je dirai du Tchad ce que je pourrais dire de tout autre, à cela près que le Tchad vit une période particulièrement tourmentée de son histoire. C'est là une situation qu'heureusement n'ont pas à connaître bien d'autres pays d'Afrique. Nous avons reconnu nous-mêmes la situation précédemment reconnue par l'Organisation de l'unité africaine `OUA`. Nous ne voulons pas jouer un rôle qui ne serait pas le nôtre et nous ne voulons pas non plus être une sorte de gendarme qui viendrait à l'appui de telle ou telle partie, de telle ou telle fraction pour imposer les vues françaises dans la politique intérieure d'un pays donné, le Tchad en-particulier. - Je m'efforce - je n'ai pas à faire beaucoup d'efforts pour cela et je veux être loyal à l'égard des dirigeants reconnus de tel ou tel pays - de ne pas exercer mon choix personnel. Je n'ai pas à le faire & c'est aux Tchadiens de choisir, pas à moi. Si la force des armes ou l'adhésion populaire va vers celui-ci plutôt que vers celui-là, dès lors que l'on va vers l'unité ou l'intégrité ou l'indépendance de l'Etat africain reconnu par la France comme une vérité ou une évidence historique primordiale, je n'ai pas à chercher autre chose. Je peux avoir, personnellement des émotions. Je peux être inquiet ou heureux de telle ou telle évolution. Mais devant une évolution qui se produit et qui ne dépend pas de moi, je veux que la France, mettant de côté tous les vieux réflexes impérialistes ou colonialistes, avançant d'un pas sûr sur le sol africain, en tendant la main avec le regard et la foi de l'amitié et, surtout, du respect mutuel, aborde ainsi tous les problèmes, étant entendu que la France continuera de signer des accords de coopération et d'entente, et d'alliance le cas échéant. Nous le faisons avec bien des pays d'Europe & c'est le cas à l'intérieur de la Communauté européenne, par exemple & pourquoi ne le ferais-je pas avec des pays d'Afrique ? Mais cela touche au problème de la dépendance et de la sécurité. Cela ne peut pas être affaire de politique intérieure. C'est comme cela que je vois cette affaire du Tchad, en souhaitant que ce pays qui a tant souffert retrouve le plus vite possible, si ce n'est déjà fait, toutes les raisons des reconciliations nécessaires.\

`Suite réponse sur la Corne de l'Afrique` Pour la Corne de l'Afrique, là aussi, je prends la situation comme elle est. Je déplore les conflits ou les menaces de conflits que vous connaissez comme moi. Je pense qu'il ne serait pas sage qu'un déséquilibre se produisît au bénéfice des super-puissances `Etats-Unis - URSS`. Ce que je dis de l'une est valable pour l'autre, parce que les pays d'Afrique n'ont pas intérêt à voir leurs conflits locaux passer sous la coupe des pays qui estiment avoir une sorte de vocation universelle au nom de leur puissance. La France n'est pas de ceux-là. C'est un grand pays qui peut, peut-être, légitimement, penser que les Africains compteront sur elle comme sur un pays désormais débarrassé de toutes les séquelles du passé.\

Pour la Namibie, vous savez que la France remplit un rôle très important. Elle fait partie du groupe des cinq et même, au-sein du groupe des cinq, elle jouit d'une autorité maximum et exerce son droit d'initiative dans le sens du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

- Vous avez évoqué d'autres problèmes, dont celui du drame palestinien. Vous connaissez la position de la France à l'égard de ce drame. Nous avons voulu dire, selon notre conception, ce

qu'est le droit des peuples. Je l'ai dit pour Israël.\

Quoi ! La France, qui entretient depuis toujours des relations avec Israël et qui faisait semblant de ne pas connaître ce pays ! J'y suis allé. J'ai tendu la main au peuple d'Israël pour lequel j'ai beaucoup d'amitié. Mais j'ai saisi l'occasion qui m'était donnée de dire franchement - avec mon souci primordial de voir la sécurité d'Israël assurée dans les frontières sûres et reconnues - du haut de la tribune de la Knesset, que je considérais qu'il fallait aller vers une solution du problème du Proche-Orient sur la base d'une reconnaissance mutuelle et préalable du droit du peuple d'Israël à vivre libre, à vivre sûr de lui, à vivre à l'abri des menaces réelles qui l'entourent, et du droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie dans laquelle il pourra bâtir les structures de son choix. Qu'y a-t-il de plus raisonnable que cela ?

- A l'époque, on a vu surtout dans mon voyage un symbole ... on avait raison & c'était un symbole important. Mais on a un peu oublié mes paroles. Par la suite, ces paroles ont trouvé un écho. J'avais, en effet, dit à Jérusalem même de quelle façon je considérais le problème palestinien. On s'en est souvenu par la suite. Pour faire court, je ne parlerai que de la fin du drame du Liban, c'est-à-dire du bombardement de Beyrouth-Ouest puis de l'occupation de cette partie de la ville et enfin des massacres des camps palestiniens `Chatila ` Sabra`. J'ai dit au gouvernement israélien - qui se trouvait à Beyrouth-Ouest et qui venait d'exécuter un raid militaire extrêmement rapide, dont la motivation était fort contestable et la réussite indiscutable - qu'il n'était pas nécessaire d'y ajouter quoi que ce fût qui pût provoquer un nouveau drame humain. Je crois que cela était de l'intérêt d'Israël que de m'entendre. Voyez la suite : le bombardement d'une ville, les pertes palestiniennes et les pertes civiles .. Et lorsque la France a été la première à proposer qu'une zone neutre fût instituée et qu'une force multinationale vînt occuper cette zone neutre simplement pour assurer le départ des Palestiniens dans la dignité et la vie sauve, quoi de plus normal ? Je suis sûr que, à distance, ce pays d'Israël, qui a tant de réflexes démocratiques et qui a lui-même une très grande expérience de la souffrance humaine, reconnaîtra que c'est une position juste, d'autant plus que cette position, dont on a dit qu'elle était en faveur des Palestiniens, objectivement l'était. Il s'agissait d'assurer la survie de gens qui la méritaient. Je pense que nul ne douterait que, si une situation, à Dieu ne plaise, semblable devait se produire en Israël, je dirais aussi que le droit d'Israël est de vivre. Bref, je crois qu'il faut dire loyalement quelle est notre politique. C'est une politique d'équité et c'est une politique d'un même langage, ce langage s'adresse presque dans les mêmes termes aux uns et aux autres & je n'essaie pas de plaire, j'essaie de défendre l'intérêt de la paix dans cette partie du monde et la réputation de la France.\

QUESTION.- Le monde s'enfonce dans une crise économique dont souffrent d'abord les pays les plus pauvres. En plusieurs occasions, à Paris comme à Cancun, vous avez affirmé que, "pour la France, il importe de mettre un frein à la détérioration des termes de l'échange dont sont victimes les pays du tiers monde, par la régulation et la stabilisation des cours des matières premières". Or, sur-ce-plan, les choses ne font que s'aggraver. Aujourd'hui, la France envisage-t-elle des solutions nouvelles, bilatérales ou multilatérales, pour sortir de ce cercle vicieux ? A-t-elle une nouvelle stratégie à proposer à ses partenaires africains ?

- LE PRESSIDENT.- Devrai-je répéter qu'il s'agit là d'un des deux ou trois problèmes les plus importants dans le monde ? Pas seulement par un réflexe de solidarité humaine à l'égard des centaines de millions, bientôt de milliards d'êtres humains vivant dans le tiers monde, mais aussi dans l'intérêt bien compris de tous et particulièrement des pays industrialisés, qui tournent en rond dans leur crise alors qu'ils pourraient d'ici à la fin du siècle, aménager de nouveaux marchés, de nouveaux échanges de toutes sortes. C'est donc un intérêt bien compris qui, allant dans le sens de la nécessaire solidarité, m'apparaît comme un devoir primordial.

- Il est vrai que cela s'appelle crier dans le désert. Car ces notions qui paraissaient très répandues reculent plutôt, vous avez raison de le noter, depuis quelque temps. Il est vrai que, tant que nous n'aurons pas un système monétaire international stable, tant que nous n'aurons pas réussi, nous pays industrialisés, à offrir une politique de garantie des cours des matières premières qui, comme vous le savez, dans certains pays passent du double au simple en l'espace d'une saison,

il sera impossible de bâtir le moindre plan de coopération et de développement durable.

- Cela place certains pays du tiers monde dans une situation dramatique et injuste : injuste parce qu'ils disposaient des richesses de leur sol, injuste parce qu'ils ont une grande qualité de travail, injuste parce qu'ils ont courageusement fait des sacrifices dans de nombreux cas pour préparer l'avenir.\

Quant à une politique d'autosuffisance alimentaire, certains l'ont adoptée. Ils sont trop peu nombreux et les pays industrialisés s'en désintéressent le plus souvent. Pas la France. Pas la Communauté européenne `CEE` ! Mais c'est aussi une réponse à vos questions : pouvons-nous, par nos seuls moyens, nous substituer au reste du monde ? C'est impossible. J'ai déjà veillé à ce que la contribution de la France, dont les institutions internationales ont dit qu'elle devait être comme les autres, aller vers les 0,7 % de leur produit intérieur brut `PIB`, irait des 0,3 % où je l'ai trouvée vers les 0,7 % au-cours de mon septennat, que nous remplirions la même obligation, cette fois-ci par-rapport à 0,15 % à l'égard des pays les moins avancés `PMA`. Nous avons multiplié les échanges bilatéraux et de nombreux pays d'Afrique, qui m'écoutent en cet instant, savent que la France a été et reste disponible pour le développement, les équipements, les investissements ... bref, pour apporter sa contribution au développement humain et économique, social des pays en cause. Nous ne pouvons pas remplacer l'ensemble des pays industriels qui ne comprennent pas leur devoir. Alors, nous avons lancé un cri d'alarme, nous plaidons. C'est ce que j'ai fait à Versailles `Sommet des pays industrialisés`. Je le ferai dans d'autres circonstances encore et j'espère bien auprès de la Banque mondiale. Je pense en-particulier à sa filiale "énergie" : il faut quand même que ces pays qui disposent de moyens de développer leurs énergies sans posséder de pétrole : l'eau, le soleil, la forêt ... disposent du moyen que la Banque mondiale peut leur fournir. Tant que le Fonds monétaire international `FMI` n'aura pas accru ses montants et, pourquoi pas, doublé ses montants, on accroîtra la crise du monde industriel. Pour ce qui la concerne, la France entend maintenir et développer ses aides £ pour ce qui concerne le monde industriel, elle défend une cause, celle du tiers monde. Je souhaite qu'elle soit mieux entendue.\

QUESTION.- Vous avez reçu récemment le président Sékou Touré de Guinée. Sa visite en France a suscité des remous dans certains milieux qui l'accusent de violations des droits de l'homme. Sur ce point particulier et de façon plus générale, comment harmoniser la raison d'Etat et le réalisme politique avec les principes moraux dont le gouvernement de la France se réclame ?

- LE PRESIDENT.- Appliquons d'abord nos principes moraux à nous-mêmes. C'est pourquoi je veille avec les plus grands scrupules, non seulement à observer, mais aussi à étendre le champ des libertés en France. Je peux dire aujourd'hui, après quinze à seize mois de présidence aux responsabilités du pays, que ces libertés ont été, effectivement, étendues. Y compris les libertés des travailleurs au-sein de l'entreprise.

- Quant aux autres, c'est évident qu'il existe, à travers le monde, un certain nombre de régimes insupportables. Chacun sait ce que j'ai dit du Chili, en son temps, de l'Argentine. Chacun sait aussi que j'ai toujours condamné les interventions, surtout militaires, qui ont pratiquement permis à telle ou telle super-puissance de mettre fin à l'indépendance d'un peuple : je pense à l'Afghanistan. Jamais je n'ai cessé de dénoncer cette action détestable. Vous savez ma position sur la Pologne. J'ai mis en garde mes amis américains contre l'interventionisme en Amérique centrale, mais aussi contre les intérêts de l'Occident.

- La politique repose sur le moral. Je ne peux cependant me faire juge de chaque cas. Vous me citez un pays particulier. Pour beaucoup de pays africains, j'entends bien l'écho des protestations de leurs opposants. De toute façon, j'agis pour que la présence de la France s'accorde avec un élargissement des libertés. Je ne peux pas faire que, dans chaque pays d'Afrique ou du reste du monde, il y ait des régimes à ma convenance. Mais, croyez-moi, si j'ai maintenu les relations dont nous parlons, en-particulier avec la Guinée, je ne m'abrite pas derrière la raison d'Etat. Il y a, là comme ailleurs, une coopération franco - africaine que j'entends développer parce que je suis sûr que le développement est un facteur indispensable de la démocratie.\

QUESTION.- Votre déplacement vous offre l'occasion de visiter, outre le Zaïre, trois autres pays : le Burundi, le Rwanda et la République populaire du Congo. Quelle signification accordez-vous à ces

le Burundi, le Rwanda et la République populaire du Congo. Quelle signification accorder à ce choix ?

- LE PRESIDENT.- Il y a d'abord un problème de voisinage. Puisque, de toute façon, je devais me rendre à Kinshasa pour la conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays d'Afrique et de France `conférence franco - africaine`, et comme il s'agit d'un pays qui reste assez lointain en dépit de l'accélération des moyens de transport, j'ai voulu faire un voyage un peu circulaire, et je me suis adressé au voisinage. Donc, la géographie a joué son rôle dans ce choix. Ce n'est pas simplement la géographie : la sympathie. J'ai eu l'occasion de connaître, donc de rencontrer les chefs d'Etat du Burundi et du Rwanda. Ils m'avaient très aimablement invité. Ce sont des pays qui sont très intéressants. Puisque j'avais l'occasion d'aller dans cette région, vraiment, c'eût été de ma part coupable de ne pas prendre 36 heures sur mon emploi du temps pour y faire des étapes rapides, mais que je crois utiles. Au Burundi et au Rwanda, je pourrai saluer les chefs d'Etat sur place, et rencontrer non seulement les dirigeants mais la population. Voir de mes yeux ce que sont ces pays.

- Quant au Congo, c'est tout à fait différent. Certes, la raison du voisinage a joué aussi son rôle. Mais le Congo, c'est pour moi une très vieille relation. Pour la France aussi. Et je trouvais tout à fait regrettable qu'aucun chef d'Etat n'ait jamais effectué le voyage, ni la visite dans ce pays. Je connais le président Sassou Nguesso déjà. J'ai eu la possibilité de le rencontrer à Paris. Il est venu me voir. Je lui devais cette visite, et c'est avec beaucoup d'intérêt et une foi réelle que j'irai retrouver, après une longue absence, la population du Congo. Nous avons des intérêts communs. Nous avons à parler ensemble. Je n'ai pas à juger des régimes intérieurs - je veux dire dans leur orientation idéologique - de tels ou tels pays d'Afrique avec lesquels la France entretient des relations diplomatiques et même des relations cordiales. C'est donc pour moi l'aspect très positif de mon voyage que de m'arrêter au Congo sur le chemin du retour.\

QUESTION.- Quels enseignements avez-vous tirés de votre premier voyage africain, en mai dernier ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, cela m'a rafraîchi la mémoire. Cela faisait déjà assez longtemps que je ne m'étais rendu en Afrique. Cela m'a permis de retrouver de vieux amis dans lesquels j'ai grande confiance : le président de Côte d'Ivoire, le président du Sénégal. De retrouver des chefs d'Etat avec lesquels j'entretiens depuis moins longtemps, mais tout de même, des relations solides : le président du Niger pour qui j'ai une vive estime, celui de la Mauritanie au devenir de laquelle je porte intérêt. Ces quatre pays ont été pour moi très instructifs, et j'ai trouvé là, sans jouer sur les mots, une chaleur humaine, un enthousiasme, bref tous les éléments d'une amitié capable de vaincre le temps. Une amitié qui se transforme de jour en jour, dans le bon sens, c'est-à-dire qui ne se contente pas d'occuper le vocabulaire ou les discours : qui entre dans les faits. Dans les relations des uns et des autres. Beaucoup d'éléments m'ont montré la formidable évolution de ces pays sous la conduite d'hommes intelligents et responsables.

- Qu'il y ait beaucoup de choses à faire, c'est sûr : le problème de l'uranium au Niger, celui du café, du cacao en Côte d'Ivoire, les problèmes qui n'ont pas eu lieu cette année, mais qui, pendant longtemps, ont pesé sur le Sénégal comme celui de la sécheresse, le problème de la Mauritanie, dont le sol est, vous savez, peu productif, qui se trouve mêlée à des événements internationaux difficiles. J'ai vraiment éprouvé le sentiment que la France était, pour ces Etats, un ami utile et désintéressé. J'en ai tiré un sentiment de force et de confiance dans l'avenir. Tel est mon sentiment à la veille d'un nouveau voyage, qui sera suivi d'un troisième au mois de janvier prochain puisque je compte aller au Togo, au Bénin et au Gabon, mon ambition étant de resserrer les liens de la France avec chacun de ces Etats d'Afrique au-cours des années qui viennent.\